



BUREAU EXECUTIF NATIONAL

*La force, c'est protéger les plus faibles.*

Présentation

## **PRÉSENTATION**

Créé en 2013 et représenté dans 15 zones de l'intérieur du pays, le Réseau Ivoirien pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme (RIDDEF) est une organisation apolitique, laïque, indépendante et composée d'acteurs locaux, qui se réserve néanmoins le droit de se prononcer sur toute question ayant une conséquence directe sur les droits de l'enfant et de la femme et sur la cohésion sociale.

La vision de l'organisation est d'aider à l'établissement d'une société juste et soucieuse de la protection des catégories vulnérables que sont les femmes et les enfants mais aussi d'outiller les femmes à la base à l'exercice de leurs droits et devoirs pour leur propre développement.

- **OBJECTIFS**

- Défendre les droits de l'enfant et de la femme
- Vulgariser les textes relatifs aux droits de l'enfant et de la femme
- Sensibiliser la population aux respects des droits de la femme et de l'enfant
- Dénoncer les violations des droits de l'enfant et de la femme.
- Encourager et soutenir toute action relative à la protection des droits fondamentaux de la femme et ceux de l'enfant.
- Encourager et soutenir toute action impliquant la femme au maintien de la cohésion sociale
- Porter aide et assistance morale et juridique à tout enfant ou femme en difficulté sans distinction de classe sociale, d'appartenance politique, ethnique et religieuse.

Les moyens que se donnent l'organisation pour atteindre ses objectifs sont les suivants:

- La sensibilisation au respect des droits de l'homme
- Les dénonciations par des déclarations et conférences de presse
- Les plaidoyer et lobbyings sur des questions relevant de son objet
- Les ateliers et formations de leaders communautaires.


NB: le RIDDEF travaille avec un réseau de journalistes de la presse écrite et audiovisuelle



Moyens

## **LOBBYING À L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

Présentation de la proposition de loi fixant les conditions de travail domestique et portant organisation de placement des travailleurs domestiques à la commission des affaires sociales et culturelles



Mme TRAORE Adjaratou Epse FADIGA  
Député



**RIDDEF**

RESEAU IVOIRIEN POUR LA DEFENSE  
DES DROITS DE L'ENFANT ET DE LA FEMME

**LOBBYING INTERNATIONAL**

Participation à des réunions de haut niveau

# ET DES FEMMES EMPLOYÉES DOMESTIQUES

## RAPPORT D'ENQUÊTE 2014/2015

### ENQUÊTES

- Sur le phénomène des enfants en rupture social "les enfants dits microbes"
- Sur les violences subies par les filles et femmes employées domestiques
- Sur l'accès des femmes des quartiers précaires à internet



LA SITUATION DANS LES COMMUNES D'ABOBO, COCODY, MARCORY ET YOPO

Activités



## FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

- Renforcement des capacités des membres des Organisations de la Société Civile
- Formation des jeunes étudiants(es)
- Renforcement des capacités des femmes en milieu rural et urbain

Activités





## GOUVERNANCE, DEMOCRATIE ET ELECTION

- Promotion de la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance (CADEG) dans le cadre du groupe de travail sur la CADEG
- Enjeu: Faire connaître un instrument africain de stabilité et de paix en vue d'élections apaisées.
- Participation des femmes aux processus électoraux
- Présence des femmes dans les instances de prise de décisions



## Projet 1

### Projet d'appui à la promotion des droits des travailleurs(es) domestiques

- Enjeu: Professionnalisation  
du secteur du travail  
domestique
- Lutte contre le travail des  
enfants dans le secteur du  
travail domestique

**RIDDEF**  
RESEAU IVOIRIEN POUR LA DEFENSE  
DES DROITS DE L'ENFANT ET DE LA FEMME

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**

La convention 189 de l'OIT

**Pour un Travail Domestique Dégcent**

Lieu : CERAO - Abidjan

Date : 19 Mai 2015

Heures : 8H 30 - 13H



## Projet 2

Projet de prise en charge des enfants en rupture sociale en vue de l'éradication du phénomène.

- Enjeu: Resocialiser les enfants cibles afin d'une résorption du fléau
- Cible: Enfants de la rue

## Projet 3

### Projet d'appui à l'autonomisation des femmes

- Enjeu: Réduire la pauvreté chez la femme
- Cible: Les femmes en milieu rurale



## Projet 4

Projet de lutte contre le travail de l'enfant dans le commerce et le transport

- Enjeu: Réduire le travail des enfants
- Cible: Les enfants de 5 à 16 ans



## Projet 5

### Lutte contre le mariage des enfants

- Enjeu: Amélioration de la scolarisation de la petite fille



**LUTTE CONTRE LE MARIAGE FORCÉ ET PRÉCOCE**  
Rencontre avec les autorités administratives

## LUTTE CONTRE LE MARIAGE FORCÉ ET PRÉCOCE

Signature de la charte « zéro mariage d'enfants » par les autorités coutumières



**RIDDEF** **Charte**  
**Sur les Mariages**  
**Forcés et Précoces des Enfants**  
dénommée  
**"Charte Zéro MFPB à Bondoukou"**

Le 21 novembre 2014, le Président de la République de Côte d'Ivoire a signé la loi n° 2014-110 du 21 novembre 2014 relative à la protection des enfants et des femmes victimes de mariages forcés et précoces, et qui a pour objet de garantir à tous les enfants et femmes l'accès à l'éducation, à la santé, à la justice et à la participation sociale.

Article 1<sup>er</sup> de la Loi n° 2014-110 du 21 novembre 2014 (188/14)

Article 2 de la Loi n° 2014-110 du 21 novembre 2014 (188/14)

Article 3 de la Loi n° 2014-110 du 21 novembre 2014 (188/14)

Article 4 de la Loi n° 2014-110 du 21 novembre 2014 (188/14)

Article 5 de la Loi n° 2014-110 du 21 novembre 2014 (188/14)

**Engagements**

1. Garantir l'accès à l'éducation et à la protection des enfants dans le Département de Bondoukou.

2. Dénier les acteurs, complices et co-auteurs de ce phénomène ;

3. Appuyer le RIDDEF dans l'accomplissement de sa mission dans le cadre du présent projet de plaidoyer et de mobilisation des acteurs communautaires en vue de la lutte contre les Mariages Forcés et Précoces des Enfants (MFPB) dans la localité de Bondoukou.



## Projet 5

### Projet d'appui à la scolarisation de la petite fille

- Enjeu: Amélioration de la scolarisation des petites filles vivant en milieu défavorisé
- Cible: Les filles de 5 à 16 ans

Chantal Ayemou Présidente du RIDDEF

Pour le respect des droits de l'enfant et de la femme

La vocation pour la protection des enfants remonte à 1995 dans sa communauté religieuse où elle avait à charge cette frange de la population. Après la crise ivoirienne, ayant constaté les violations et atteintes aux droits de l'enfant et de la femme, Chantal Adjoua Kouadio-Ayemou accentue sa vocation. En juin 2013, elle s'associe alors à une vingtaine d'hommes et de femmes - des magistrats, des assistants sociaux, des auxiliaires de justices, des médecins... sensibles à la protection de ces couches vulnérables de la société pour créer le Réseau Ivoirien pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme, le RIDDEF. Chantal Ayemou, gestionnaire économiste de banque est portée à la tête de cette association apolitique, laïque et



Chantal Ayemou, gestionnaire économiste de banque

difficulté sans distinction de classe sociale, d'éthnie ou de religion. En huit mois d'existence, l'ONG a créé et installé dix délégations à l'intérieur du pays : Bouaké, Abengourou, Séguéla, Katiola, Gagnoa... Elle a renforcé les capacités de ses membres sur l'éthique de la société civile et participé à plu-

sieurs formations initiées par des organisations sœurs. Pendant un mois durant, Chantal Ayemou et les membres de son association ont aussi fait une campagne de sensibilisation sur les droits des femmes et des enfants. L'ONG a assisté certaines victimes de violences basées sur le genre y compris la maltraitance de la petite fille. Pour ce der-



Chantal Ayemou en séance de travail

nier cas, la Présidente du Conseil d'Administration (PCA) a fait une dénonciation aux autorités compétentes et le dossier suit son cours depuis le 19 janvier dernier. Elle a également participé à la journée hommage de la société civile ivoirienne à Guillaume N'Gefa, ex-chef adjoint de la division des droits de l'homme de l'Opération des Nations

Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). C'était le 27 août 2013, avant le départ de celui-ci pour le Mali, son nouveau poste d'affectation. En février 2014, en collaboration avec l'ONU, le RIDDEF a organisé une séance de sensibilisation sur le mariage précoce à Séguéla. Au titre de cette même année, le RIDDEF prévoit une enquête sur les violences subies par les filles de ménages. Le réseau va initier une formation sur l'application des normes dans le règlement des conflits communautaires et mener une campagne de sensibilisation sur les radios de proximité en vue du respect des droits de la femme et de l'enfant. Madame Chantal Ayemou est mariée et mère de trois enfants.

Marie Michèle

Journée de l'enfant africain. Le Riddef plaide pour la maîtrise de l'éducation des enfants

Chaque année, la cérémonie est célébrée le 16 juin, en souvenir du massacre des écoliers noirs de Soweto.

Une éducation de qualité, gratuite, obligatoire et adaptée à tous les enfants d'Afrique. Voilà le thème, choisi, cette année, pour la Journée de l'enfant africain célébrée, ce lundi 16 juin. A cette occasion, le Réseau ivoirien pour la Défense des droits de l'Enfant et de la Femme (Riddef) a fait une déclaration. Selon sa présidente, Chantal Kouadio-Ayemou, «une Afrique compétitive ou une Côte d'Ivoire émergente passe indéniablement par la maîtrise de l'éducation de nos enfants». Elle fait remarquer que bâtir une «éducation de qualité, gratuite, obligatoire et adaptée à tous les enfants est un défi incontournable auquel la Côte d'Ivoire doit faire face résolument».



La présidente du Riddef, Chantal Kouadio Ayemou. PHOTO : DR

gent, dit-elle, «le travail des enfants dans la cacao-culture, dans le commerce ordinaire». Toute chose qui, ajoute-t-elle, fait échec à l'obligation pour l'enfant d'aller à l'école. Que dire des enfants handicapés naturellement ou du fait d'un accident ou encore à la faveur des crises armées en Côte d'Ivoire? «Ce sont les grands oubliés d'un système qui n'est pas adapté à leurs besoins», répond-elle.

«La remarque que face à ces enfants, le gouvernement a eu le courage de porter à l'agenda national, à l'agenda des politiques publiques, est un pas en avant», dit-elle. Elle relève les particularismes culturels qui encoura-

gents sont visibles et encourageants». Mais, selon elle, le chemin à parcourir pour arrimer, en Côte d'Ivoire, le droit à l'éducation aux exigences de l'émergence est encore long. Aussi, souhaite-t-elle plus d'engagement des gouvernants pour rendre effective la politique de la gratuité. «Pour rendre obligatoire, par des textes législatifs, l'éducation de tout enfant en Côte d'Ivoire, couplés avec la suppression du travail des enfants sous toutes ses formes, y compris les pratiques ancestrales», dit-elle. Elle rappelle que le RIDDEF plaide pour une politique de gratuite de l'école à la base et une réforme continue du système éducatif dont les ef-

EMMANUEL KOUASSI

Un coupeur de route abattu, des armes saisies

L'escadron de la gendarmerie nationale de Bouaké vient de mettre fin aux activités de grand banditisme d'un redoutable gang dans le département de Bouaké. Bilan de l'action des hommes du capitaine Ouattara : un gangster probablement d'origine peul, 2 pistolets mitrailleurs AK, une kalachnikov, deux chargeurs remplis de munitions et des balles de 9 millimètres saisis. Les faits remontent au mercredi 23 juillet 2014 dans la localité d'Affouamso, village situé à 35 kms du corridor nord de Bouaké. Aussi, fait-il noter que sur cet axe où il ne manque pas de jours que des voyageurs, des paysans, ou des commerçants ne soient agressés et dépouillés de leurs biens et argent. Sur cet axe, les gangsters s'assurent toujours de l'absence de patrouilles d'abord, ensuite opèrent tranquillement en quelques

minutes et dégage vite des lieux avant l'arrivée d'une quelconque intervention. Ce mercredi, des voyageurs habitués aux actions des malfaiteurs passent sur leur chemin trois civils suspects qui apparemment s'appretaient à installer leur guet-apens aux environs de 06 h. Une fois au corridor, ils informent les gendarmes de leur préoccupation. Le capitaine Ouattara informé, prend l'information très au sérieux et décide d'y jeter un coup d'œil non sans prendre des mesures de faire arrêter la circulation de part et d'autre de l'axe. Les malfaiteurs s'étaient postés sans suite, décident de remettre leur activité pour une prochaine fois. C'est à ce moment que les gendarmes rentraient en action. Pour s'assurer de leur activité délictuelle, les militaires en embuscade leur offrent des applis (Deux tricycles remplis de sacs de char-

D. V. K

baptisée lors d'une cérémonie de décoration, de remise de prix et de baptême. Le ministre délégué auprès du président de la République chargé de la Défense a annoncé les réformes qui seront initiées dans le fonctionnement de cette école militaire de marque. Elles vont porter sur les infrastructures ainsi que sur la qualité de la formation. Le ministre en charge de la défense a indiqué que ces réformes s'inscrivent dans la politique de l'émergence prônée par le président Alassane Ouattara. Il a alors fait savoir que de nouvelles filières et un Institut supérieur militaire polytechnique seront ouverts. Des filières techniques E et F1 permettront aux apprenants de s'adapter aux mutations qu'impose la mondialisation». Des classes préparatoires et des grandes écoles d'ingénieurs font également partie du contenu des réformes. Pour Paul Koffi Koffi, ces innovations vont apporter un plus à la performance structurelle de cette école militaire. Fait inédit dans l'histoire de l'EMPT, relevé par le ministre chargé de la Défense, le parrain de la 68ème promotion baptisée «

STÉPHANE BEYNOUAH

Violences Domestiques / Abobo, Cocody, Marcory et Yopougon. Voici les communes où on maltraite les filles de ménages



Mme Ayemou Chantal, présidente de l'Ong Riddef

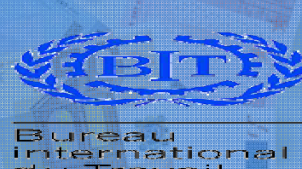
marginale à la réalité classique des «violences dites domestiques» qualifiant toutes les formes de violences subies par les femmes dans le cadre du ménage. C'est en réalité une grande muette qui cache de graves violations des droits des femmes, subies par une population féminine sans voix, ni recours, englobée dans des rapports de force professionnels qui la fragilisent et la rendent extrêmement vulnérable », a expliqué Ayemou Chantal. Selon elle, l'enquête a révélé que 45 % des employées

repos ; pas de repos hebdomadaire, pas de repos les jours fériés, encore moins en cas de maladie. C'est une tendance assyriste hautement condamnable et contraire au code de travail », a déploré la conférencière. A l'en croire, la moyenne générale des salaires payés par les employeurs des domestiques s'élève à 23 027 CFA, c'est à dire moins de la moitié du taux réglementaire. La présidente du Riddef a également mis en exergue les «violences physiques, morales et sexuelles» dont sont victimes

LES ACTIONS DU RIDDEF DANS LES MEDIAS

Le Riddef engage les medias à mener le combat pour améliorer la situation des enfants et des femmes

- Les ressources du RIDDEF proviennent des cotisations de ses membres, des dons, des legs et des subventions de ses partenaires locaux et internationaux



Financements

RIDDEF Côte d'Ivoire  
Deux plateaux Latrille,  
Immeuble Botiwa Porte 546,  
Abidjan

Téléphone : (+225) 22 41 82  
12 / (+225) 77 05 14 74

Email: [riddef@gmail.com](mailto:riddef@gmail.com)

Site web: [www.riddef.org](http://www.riddef.org)

Twitter: @Riddef\_Officiel

Facebook: Riddef Côte d'Ivoire



**MERCI POUR VOTRE  
ENGAGEMENT À NOS CÔTÉS**

